



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Conférence de presse
23 janvier 2012
Les chiffres clés de la sécurité
en 2011 en Haute-Savoie



Conférence de presse «les chiffres clés de la sécurité en Haute-Savoie en 2011»

lundi 23 janvier 2012

*Haute-Savoie : un sentiment de sécurité,
une délinquance maîtrisée
dans un département dynamique et attractif*

Contact :

**Service interministériel de la communication (SICOM)
Hélène FOREAU : 04 50 33 61 82**

Sommaire

Les chiffres clés de la sécurité en Haute-Savoie en 2011

Atteintes volontaires à l'intégrité physique

Atteintes aux biens

Escroqueries et infractions économiques et financières

Sécurité routière

Statistiques départementales

Présentation des résultats de la politique de sécurité publique en 2011

2011 : une année au service de la sécurité dans un département dynamique et attractif

1 - une forte mobilisation des services de police et de gendarmerie au service de la sécurité

2 - un renforcement de la présence policière sur la voie publique

3 - une coopération renforcée entre les autorités en charge de la sécurité des personnes et des biens

4 - une coopération renforcée en direction des maires et des professionnels

5 - une prévention renforcée auprès des particuliers, notamment sur les vols et les cambriolages

6 - une action forte des pouvoirs de police du préfet pour prévenir et sanctionner les troubles à l'ordre public

Quelques belles affaires ...

Le bilan provisoire sécurité routière en Haute-Savoie en 2011

Les chiffres clés de la sécurité en Haute-Savoie en 2011

Atteintes volontaires à l'intégrité physique

+1,11 %

+40 faits / 3 659



Atteintes aux biens

-1,44 %

-313 faits / 21 480



Escroqueries et infractions économiques et financières

+4,32 %

+140 faits / 3 384



Infractions relevées par l'action des services

+10,54 %

+514 faits / 5 389



Une année mitigé en matière de Sécurité routière

Nombre de tués :	+10 %	+4
Nombre d'accidents :	-13 %	-60
Nombre de blessés :	-20%	-110



Atteintes volontaires à l'intégrité physique

Évolution 2010/2011 par arrondissement en nombre de faits

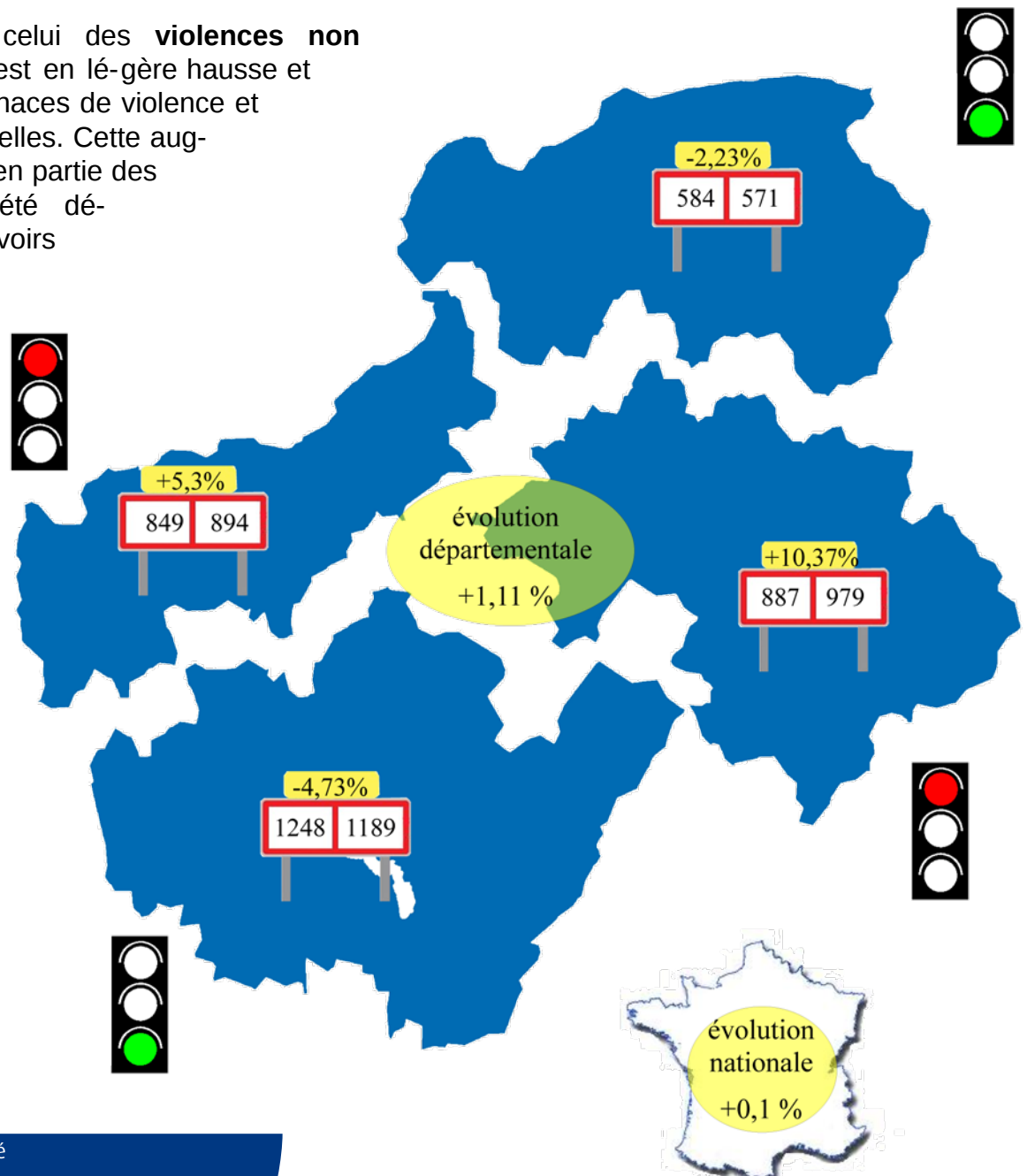
En Haute-Savoie, les atteintes volontaires à l'intégrité physique augmentent de 1,1% (+ 40 faits) contre 0,1 % au plan national.

Il convient de souligner que cette catégorie d'infraction recouvre 2 sous-ensembles qui sont extrêmement différents :

Le premier est celui des **violences non crapuleuses** qui est en légère hausse et qui intègre les menaces de violence et les violences sexuelles. Cette augmentation résulte en partie des efforts qui ont été déployés par les pouvoirs

publics afin d'inciter les personnes victimes de violences familiales et notamment les femmes à porter plainte.

Le second est celui des **violences physiques crapuleuses** (vols violents, avec ou sans arme) qui est en baisse en Haute-Savoie de 9,63 %.



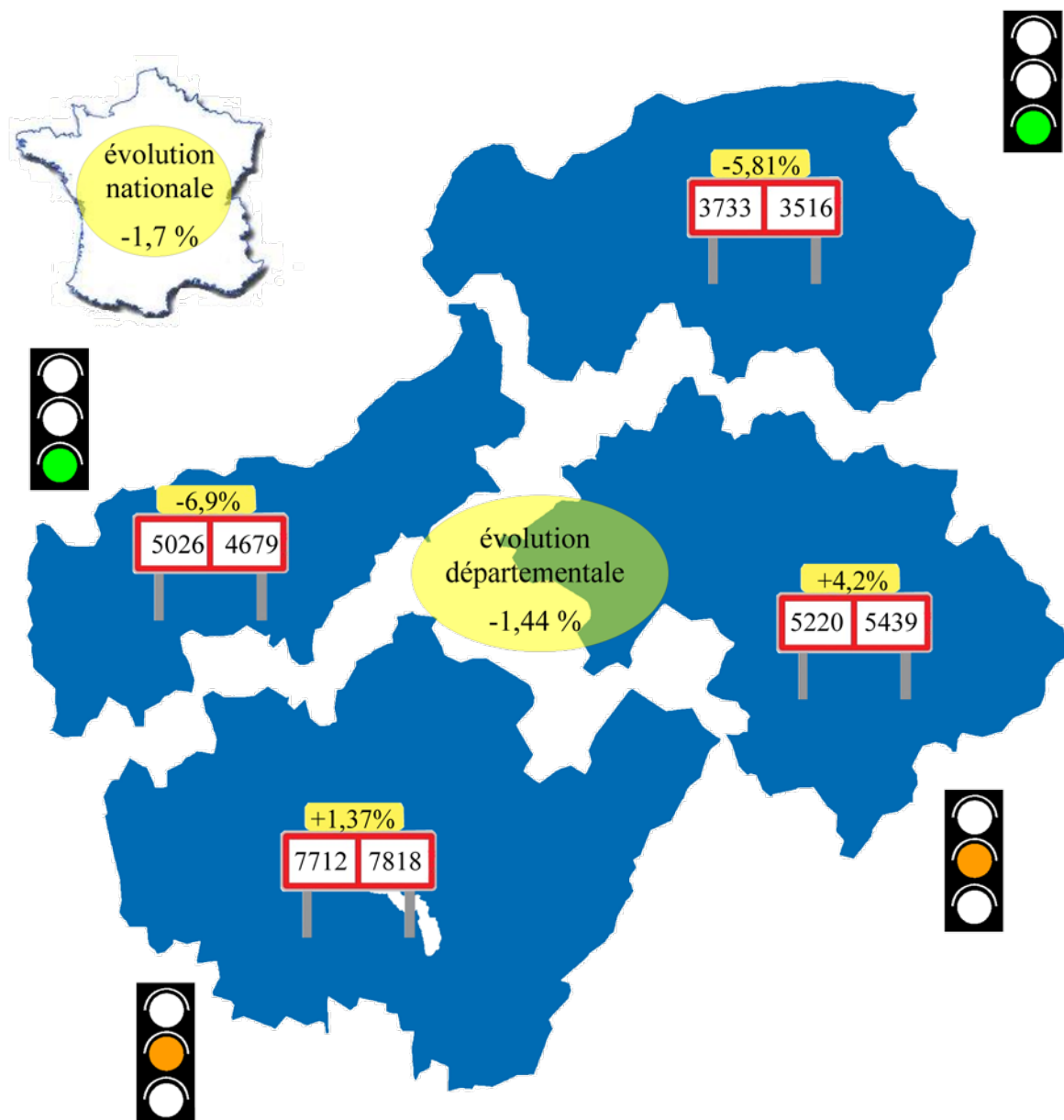
Atteintes aux biens

Évolution 2010/2011 par arrondissement en nombre de faits

Les atteintes aux biens ont diminué de 1,44 % en Haute-Savoie, soit 313 faits.

Cet indicateur recèle tout de même le même point noir qu'en 2010, et que l'on retrouve sur l'ensemble du territoire : celui des cambriolages.

En 2011, ils augmentent de 12,99 % , principalement dans les résidences principales et secondaires. Cette tendance que nous enregistrons depuis deux ans tient notamment aux raids qui sont commis par des équipes de malfaiteurs venus de l'étranger, notamment d'Europe centrale et orientale.



Escroqueries et infractions économiques et financières

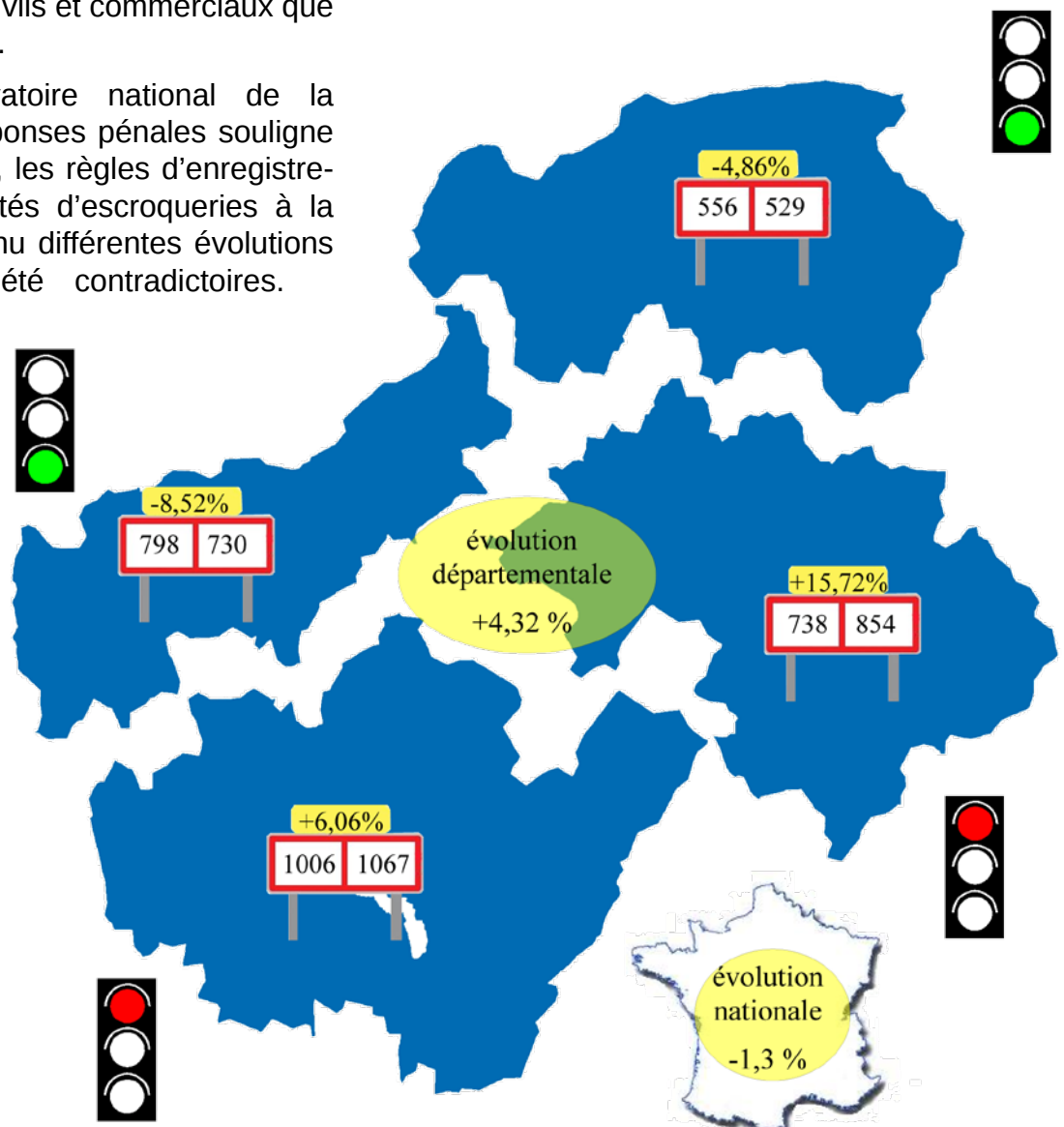
Évolution 2010/2011 par arrondissement en nombre de faits

Cet indicateur est en hausse de 4,32 % en Haute-Savoie, soit 140 faits supplémentaires.

La hausse de cet indicateur, principalement due aux falsifications et usages frauduleux de cartes de crédit (+58 %), doit être relativisée par les fausses déclarations et l'utilisation négligente des cartes de crédits sur Internet qui donnent lieu à des plaintes mais qui constituent davantage des litiges civils et commerciaux que des infractions pénales.

Par ailleurs, l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales souligne que depuis la fin 2009, les règles d'enregistrement des faits constatés d'escroqueries à la carte bancaire ont connu différentes évolutions dont certaines ont été contradictoires.

Il n'est ainsi pas possible de comparer les nombres d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrées en 2009, en 2010 ou en 2011 entre eux, ni avec ceux des années précédentes. L'évolution de leur nombre ne peut pas fournir d'information conjoncturelle sur les phénomènes de délinquance concernés



Les chiffres clés de la sécurité en Haute-Savoie en 2011

Statistiques départementales

Évolution de la délinquance 2009/2011

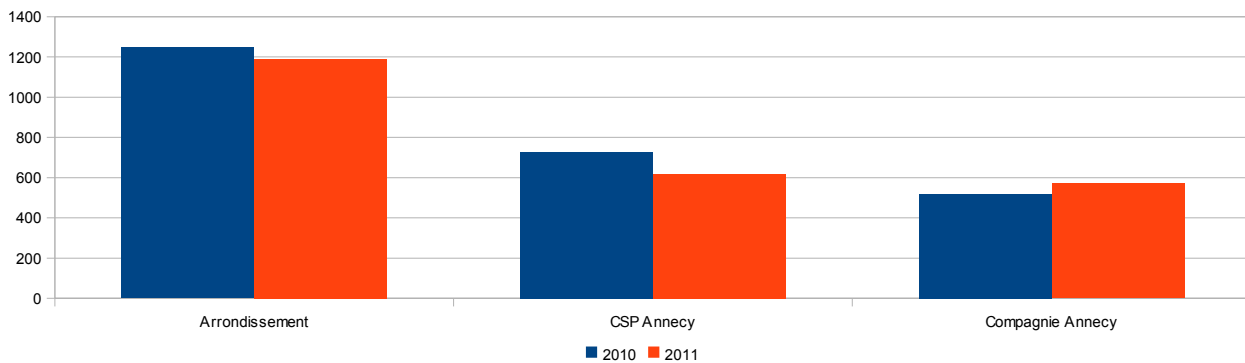
Données annuelles	Faits constatés				Taux d'élucidation			
	2009	2010	2011	variation (2010-2011)	2009	2010	2011	différence (2010-2011)
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	3 559	3 619	3 659	1,11%	72,32%	67,39%	79,72%	12,33
Violences physiques non crapuleuses	2 285	2 228	2 233	0,22%	81,53%	78,23%	93,06%	14,83
Violences physiques crapuleuses	519	561	507	-9,63%	21,00%	16,58%	18,34%	1,77
Violences sexuelles	204	195	219	12,31%	88,73%	71,28%	89,95%	18,67
Menaces de violences	551	635	700	10,24%	76,41%	73,07%	78,43%	5,36
Atteintes aux biens	22 033	21 793	21 480	-1,44%	13,95%	14,20%	15,87%	1,67
Vols à main armée (armes à feu)	60	48	33	-31,25%	41,67%	31,25%	36,36%	5,11
Autres vols avec violences sans arme à feu	458	510	474	-7,06%	18,34%	15,29%	16,88%	1,58
Cambriolages	3 706	4 126	4 662	12,99%	10,93%	13,86%	13,94%	0,08
- Cambriolages de locaux d'habitations principales	1 540	1 991	2 446	22,85%	13,31%	11,40%	11,08%	-0,32
- Cambriolages de résidences secondaires	234	262	273	4,20%	7,26%	13,36%	13,55%	0,19
- Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	1 106	1 244	1 269	2,01%	9,49%	19,37%	20,25%	0,88
- Cambriolages d'autres lieux	826	629	674	7,15%	9,44%	10,97%	12,61%	1,64
Vols liés à l'automobile et aux deux roues à moteur	5 349	4 934	4 568	-7,42%	7,31%	7,03%	8,45%	1,42
Autres vols simples au préjudice de particuliers	7 980	7 494	7 334	-2,14%	8,65%	7,46%	9,27%	1,81
Autres vols simples (à l'étalage, chantiers, etc...)	1 665	1 749	1 647	-5,83%	43,72%	45,00%	46,63%	1,63
Destructions et dégradations de biens	2 705	2 835	2 676	-5,61%	27,02%	25,64%	30,53%	4,89
Escoqueries et infractions économiques et financières	4 542	3 244	3 384	4,32%	54,21%	58,20%	59,87%	1,67
Escoqueries, faux et contrefaçons	4 156	2 883	3 065	6,31%	49,35%	50,75%	51,94%	1,20
Délinquance économique et financière	236	180	245	36,11%	115,25%	150,00%	148,57%	-1,43
Infractions à la législation sur les chèques (sauf usage de chèques volés)	150	181	74	-59,12%	92,67%	85,64%	94,59%	8,96
Nombre d'interventions pour différends familiaux	1 303	1 302	1 371	5,30%				
Phénomènes de type urbain	156	162	161	-0,62%				
- Violences à dépositaires de l'autorité	156	162	159	-1,85%				
- Violences entre bandes	0	0	2	-				
Indicateurs des infractions révélées par l'action des services (I.R.)	5 656	4 875	5 389	10,54%				
Dont trafic de stupéfiants	64	60	71	18,33%				
Dont usage, revente et autres infractions à la législation sur les stupéfiants	2 448	2 165	2 390	10,39%				
Nombre total de mis en cause	13 176	12 186	14 797	21,43%				

Statistiques départementales

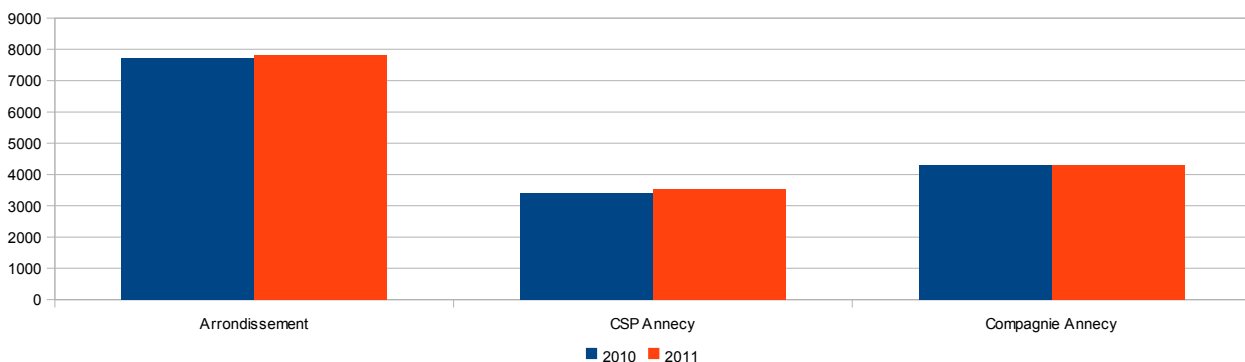
Évolution de la délinquance 2009/2011
Arrondissement d'Annecy

Données annuelles	Faits constatés			Faits élucidés		
	2010	2011	variation	2010	2011	variation
Indicateurs permanents						
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	1 248	1 189	-4,73%	858	930	8,39%
Atteintes aux biens	7 712	7 818	1,37%	1 457	1 394	-4,32%
Escroqueries et infractions économiques et financières	1 006	1 067	6,06%	683	659	-3,51%
Indicateurs ciblés d'évolution de la délinquance						
Violences physiques crapuleuses	181	163	-9,94%			
Vols par effraction de résidences principales et secondaires	619	753	21,65%			
Vols par effraction de locaux industriels, commerciaux ou financiers	501	467	-6,79%			
Criminalité organisée et délinquance spécialisée	52	37	-28,85%			
Nombre d'intervention pour différends familiaux	804	914	13,68%			
Indicateurs des infractions révélées par l'action des services (I.R.A.S)						
Total des infractions révélées par l'action des services	998	1 050	5,21%			
Dont trafic de stupéfiants	15	5	-66,67%			
Dont usage, revente et autres infractions à la législation sur les stupéfiants	640	631	-1,41%			
Nombre total de mis en causes	3 255	3 727	14,50%			
Dont nombre de mineurs	703	664	-5,55%			

Atteintes volontaires à l'intégrité physique



Atteintes aux biens



Statistiques départementales

Évolution de la délinquance 2009/2011

Arrondissement de Bonneville

Données annuelles	Faits constatés			Faits élucidés		
	2010	2011	variation	2010	2011	variation
Indicateurs permanents						
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	887	979	10,37%	553	818	47,92%
Atteintes aux biens	5 220	5 439	4,20%	491	773	57,43%
Escroqueries et infractions économiques et financières	738	854	15,72%	326	462	41,72%

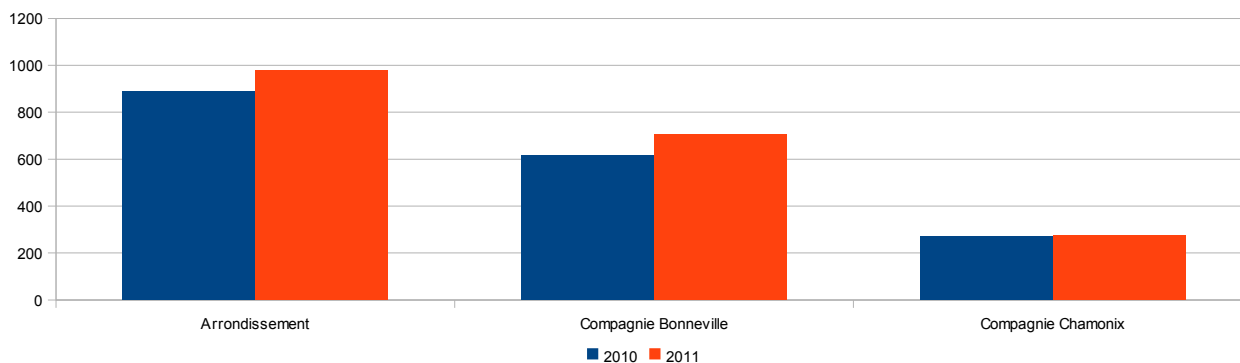
Indicateurs ciblés d'évolution de la délinquance			
Violences physiques crapuleuses	93	119	27,96%
Vols par effraction de résidences principales et secondaires	387	633	63,57%
Vols par effraction de locaux industriels, commerciaux ou financiers	307	345	12,38%
Criminalité organisée et délinquance spécialisée	52	43	-17,31%

Nombre d'intervention pour différends familiaux	800	867	8,38%
--	------------	------------	--------------

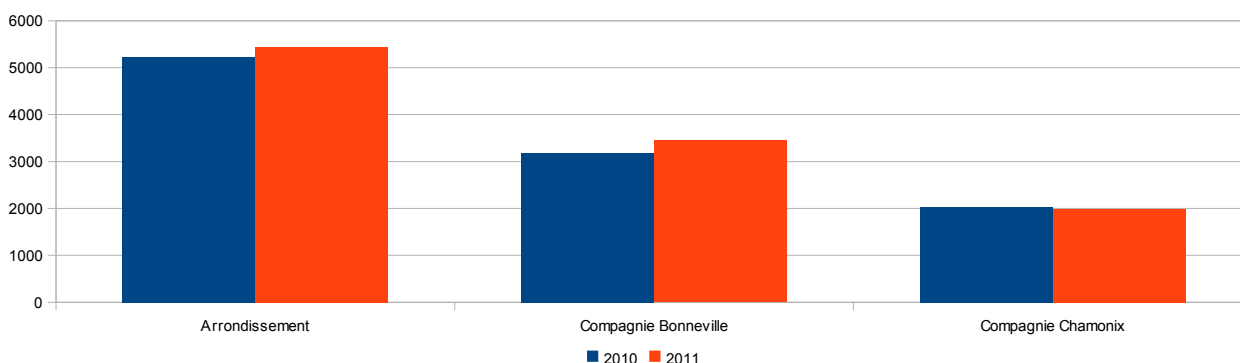
Indicateurs des infractions révélées par l'action des services (I.R.A.S)			
Total des infractions révélées par l'action des services	554	772	39,35%
Dont trafic de stupéfiants	9	12	33,33%
Dont usage, revente et autres infractions à la législation sur les stupéfiants	338	544	60,95%

Nombre total de mis en causes	1 626	2 391	47,05%
Dont nombre de mineurs	230	396	72,17%

Atteintes volontaires à l'intégrité physique



Atteintes aux biens



Statistiques départementales

Évolution de la délinquance 2009/2011

Arrondissement de Saint-Julien-en-Genevois

Données annuelles	Faits constatés			Faits élucidés		
	2010	2011	variation	2010	2011	variation
Indicateurs permanents						
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	849	894	5,30%	583	699	19,90%
Atteintes aux biens	5 026	4 679	-6,90%	602	673	11,79%
Escroqueries et infractions économiques et financières	798	730	-8,52%	458	398	-13,10%

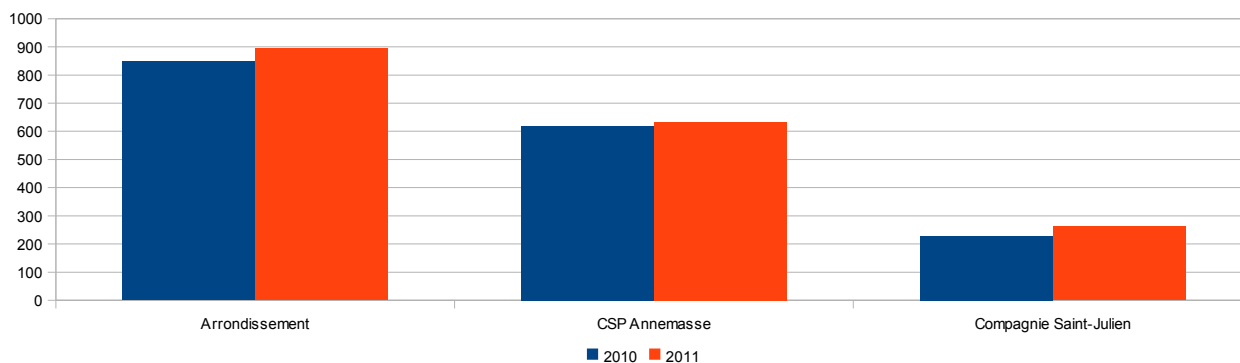
Indicateurs ciblés d'évolution de la délinquance			
Violences physiques crapuleuses	184	138	-25,00%
Vols par effraction de résidences principales et secondaires	773	859	11,13%
Vols par effraction de locaux industriels, commerciaux ou financiers	237	293	23,63%
Criminalité organisée et délinquance spécialisée	62	56	-9,68%

Nombre d'intervention pour différends familiaux	364	442	21,43%
--	------------	------------	---------------

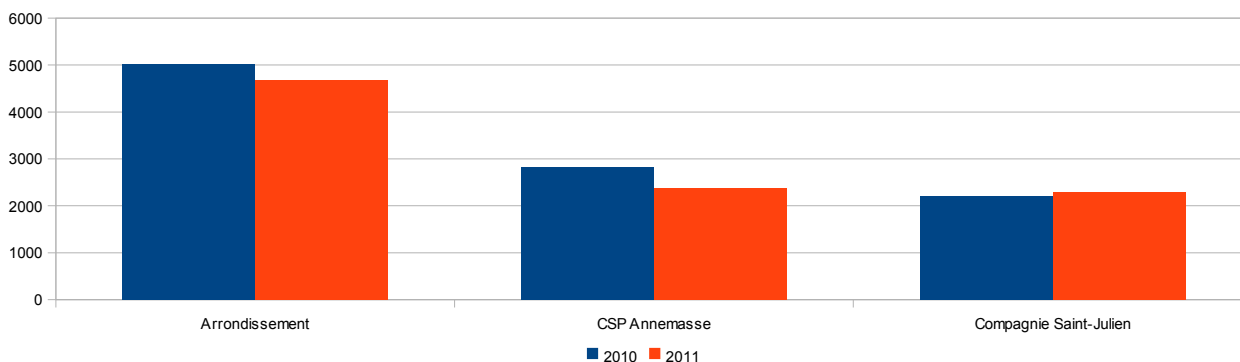
Indicateurs des infractions révélées par l'action des services (I.R.A.S)			
Total des infractions révélées par l'action des services	1 019	1 083	6,28%
Dont trafic de stupéfiants	20	22	10,00%
Dont usage, revente et autres infractions à la législation sur les stupéfiants	689	786	14,08%

Nombre total de mis en causes	2 525	3 059	21,15%
Dont nombre de mineurs	390	388	-0,51%

Atteintes volontaires à l'intégrité physique



Atteintes aux biens



Statistiques départementales

Évolution de la délinquance 2009/2011

Arrondissement de Thonon-les-Bains

Données annuelles	Faits constatés			Faits élucidés		
	2010	2011	variation	2010	2011	variation
Indicateurs permanents						
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	584	571	-2,23%	456	437	-4,17%
Atteintes aux biens	3 733	3 516	-5,81%	502	491	-2,19%
Escroqueries et infractions économiques et financières	556	529	-4,86%	304	367	20,72%

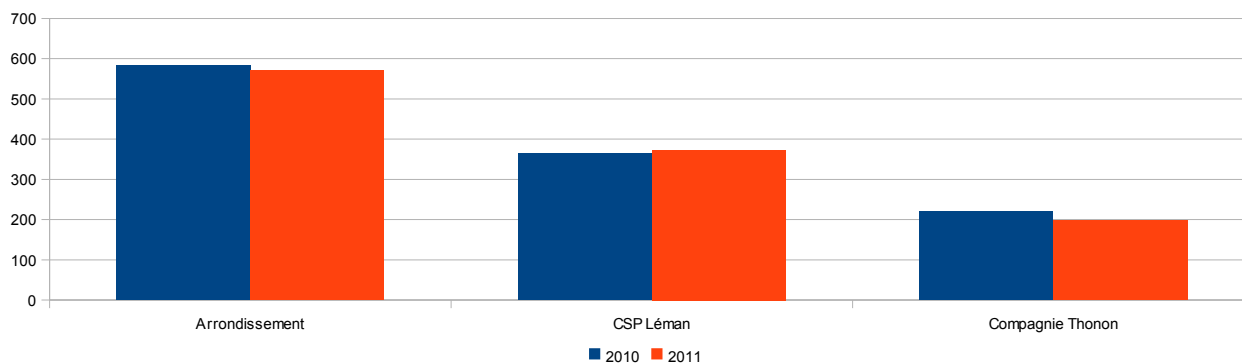
Indicateurs ciblés d'évolution de la délinquance	2010	2011	variation
Violences physiques crapuleuses	91	78	-14,29%
Vols par effraction de résidences principales et secondaires	485	493	1,65%
Vols par effraction de locaux industriels, commerciaux ou financiers	181	159	-12,15%
Criminalité organisée et délinquance spécialisée	27	32	18,52%

Nombre d'intervention pour différends familiaux	2010	2011	variation
	424	394	-7,08%

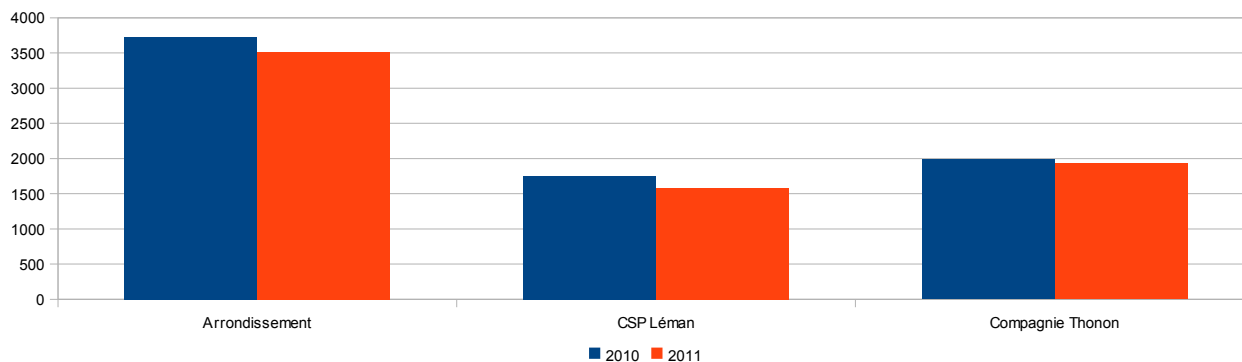
Indicateurs des infractions révélées par l'action des services (I.R.A.S)	2010	2011	variation
Total des infractions révélées par l'action des services	576	551	-4,34%
Dont trafic de stupéfiants	3	5	66,67%
Dont usage, revente et autres infractions à la législation sur les stupéfiants	426	378	-11,27%

Nombre total de mis en causes	2010	2011	variation
	1 811	1 894	4,58%
Dont nombre de mineurs	391	272	-30,43%

Atteintes volontaires à l'intégrité physique



Atteintes aux biens



**Présentation des résultats
de la politique de sécurité publique
en 2011**

2011 : Une année au service de la sécurité dans un département dynamique et attractif



La Haute-Savoie est un département attractif et dynamique qui connaît la croissance démographique la plus importante de la Région Rhône-Alpes (+ 10 000 habitants par an environ), et qui comptabilise aujourd'hui 738 000 habitants.

Par ailleurs, ce département double sa population deux fois par an (hiver et été), ce qui positionne la Haute-Savoie à un niveau moyen de population sur l'ensemble de l'année autour de 1 million d'habitants.

Comme sur le reste du territoire, la Haute-Savoie n'échappe pas aux évolutions de la délinquance enregistrées au niveau national, et notamment à l'augmentation des cambriolages dans les résidences principales .

Dans ce contexte particulier, la Haute-Savoie est conforme aux évolutions nationales :

- légère augmentation des atteintes volontaires à l'intégrité physique (+ 1,1 % contre +0,1 % au niveau national),

- baisse des atteintes aux biens (-1,44 % contre -1,7 % au niveau national) même si comme ailleurs, les cambriolages sont en hausse.

Après les résultats exceptionnels enregistrés en 2010 en matière de sécurité routière, les bonnes tendances engagées depuis 2007 se poursuivent (baisse respective du nombre de blessés et d'accidents de 13 % et 20 %), même si on déplore 4 morts de plus en 2011 (+10 %).

Ainsi, grâce à l'action des forces de l'ordre et de l'ensemble des acteurs de la sécurité, la Haute-Savoie reste donc un département à la délinquance maîtrisée et où le sentiment de sécurité perdure.

1 Une forte mobilisation des services de police et de gendarmerie au service de la sécurité

Deux indicateurs importants soulignent l'activité de la Police et de la Gendarmerie nationales : l'évolution du nombre des infractions relevées par l'activité des services (IRAS) et le taux d'élucidation des affaires criminelles et délictuelles.



En Haute-Savoie, les IRAS ont progressé de **10,54 %**, soit 514 faits supplémentaires révélés par les initiatives des services. Cela témoigne de l'engagement des policiers et des gendarmes, notamment dans la lutte contre les trafics de stupéfiants (+ 18,61 %).

Quant au taux d'élucidation, il est également en augmentation sur les trois indicateurs principaux :

- atteintes volontaires à l'intégrité physique : **+12 %**
- atteintes aux biens : **+1,67 %**
- escroqueries et infractions économiques et financières : **+ 1,67 %**

C'est un progrès important qui a ainsi été réalisé afin de déférer à la justice les responsables des crimes et délits et de rendre justice aux victimes.

Cela se traduit entre autre par une augmentation du nombre de personnes mises en cause de 21,43 %. Ce résultat est notamment dû aux efforts considérables qui ont été déployés dans le domaine de la police technique et scientifique.

2 Un renforcement de la présence policière sur la voie publique



LE DISPOSITIF DU PATROUILLEUR
POUR LA POLICE NATIONALE



L'un des axes forts de la politique du Gouvernement en matière de sécurité vise à accroître la présence de la Police et de la Gendarmerie sur le terrain, et notamment sur la voie publique. Cette présence permet de multiplier les contacts directs avec la population pour mieux prendre en compte ses attentes, tout en poursuivant le cœur de métier des forces de l'ordre, toujours centré sur l'interpellation des auteurs d'infractions :

- **Mise en place des patrouilleurs** : ce dispositif a permis de renforcer la visibilité policière puisque le nombre de patrouilles a été augmenté de 226 entre le mois de juin et le mois de novembre dernier ;
- **Renforcement des patrouilles du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG)** ;
- **Recours aux heures supplémentaires** dans la police nationale qui ont permis de déployer sur le terrain des fonctionnaires supplémentaires ;
- **Appel aux réservistes de la Gendarmerie et de la Police nationales** ;
- **Renforts mobiles** lors des périodes touristiques (juillet-août et décembre-avril).

3 Une coopération renforcée entre les autorités en charge de la sécurité des personnes et des biens



L'objectif vise à améliorer la coordination des différents acteurs afin de mettre en place une stratégie d'action rapide et concertée pour prévenir et lutter efficacement contre la délinquance.

■ Réunion mensuelle de l'état-major départemental de sécurité :

- préfet,
- procureurs de la République,
- inspecteur d'académie,
- directeur départemental de la sécurité publique (DDSP),
- commandant du groupement de gendarmerie,
- directeur régional des douanes,
- directeur départemental des finances publiques (DDFIP).

■ **Multiplication des contrôles coordonnés police-gendarmerie en matière de sécurité routière.** Ces contrôles ont permis de sécuriser l'ensemble du réseau départemental et particulièrement les zones les plus accidentogènes. A titre d'exemple, 6 788 infractions au code de la route ont été relevées à l'occasion des vacances de la Toussaint et du week-end prolongé du 11 novembre 2011. ;

■ **Multiplication des contrôles coordonnés police-gendarmerie,** notamment axés sur la lutte contre les cambriolages : 25 contrôles en 2011 pour un total de 891 contrôles effectués ;

■ **Réunions des 17 coordonnateurs** des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) et des conseils inter-communaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) ;

■ **Collaboration étroite et très efficace avec les polices municipales du département.**

2011 : un accompagnement renforcé des victimes d'infractions

Élément essentiel de la politique de prévention de la délinquance, la prise en compte des victimes d'infractions par les services de sécurité intérieure s'est notamment traduite par :

- formations pluri-professionnelles (forces de l'ordre, magistrats, travailleurs sociaux) sur la prise en charge des victimes ;
- permanences d'associations d'aide aux victimes au sein de certains commissariats et certaines brigades de gendarmerie ;
- développement des brigades de protection de la famille au sein de la police et de la gendarmerie nationales.

4 Une coopération renforcée en direction des maires et des professionnels



La sécurité est un combat collectif qui nécessite la mobilisation de tous les partenaires. Pour y parvenir, la Préfecture de la Haute-Savoie a mis en œuvre :

■ Poursuite des plans d'action de lutte contre la délinquance (trafic de stupéfiants,

violences scolaires, sécurité des personnes âgées, sécurisation des transports en commun, lutte contre le hooliganisme)

■ Développement des activités d'audit et d'expertise de la police et de la gendarmerie (dispositif des référents sûreté) auprès des maires et des professionnels dans la mise en œuvre de leurs systèmes de protection (vidéo-protection notamment) ;

■ Élaboration d'un dispositif de lutte contre les vols de métaux entre les forces de police et de gendarmerie et les professionnels du secteur ;

■ Signature d'un protocole pour la sécurité des professionnels de santé qui sera mis en œuvre en 2012 ;

■ Sensibilisation exercée par les forces de l'ordre auprès des grandes surfaces et des petits commerces particulièrement exposés aux braquages (bijouteries).

5 Une prévention renforcée auprès des particuliers, notamment sur les vols et les cambriolages



Le plan de lutte contre les cambriolages a donné lieu à mobilisation des forces de Police et de Gendarmerie qui s'est traduite par la mise en œuvre de plusieurs dispositifs :

■ poursuite de l'opération tranquillité vacances à chaque période de vacances scolaires : 736 personnes se sont inscrites en 2011 (contre 962 en 2010) ;

■ emploi systématique de la police technique et scientifique ;

■ diffusion par la police et la gendarmerie auprès des particuliers de « flyers » exposant les bonnes pratiques à adopter ;

■ expérimentation du dispositif de la participation citoyenne sur certains quartiers.

6 Une action forte des pouvoirs de police du préfet pour prévenir et sanctionner les troubles à l'ordre public



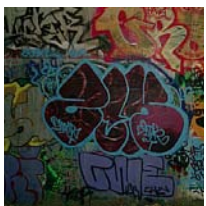
Contrôles renforcés sur les armes

- 7 arrêtés préfectoraux de saisies d'armes depuis décembre 2010 ;
- mise en œuvre du nouveau régime d'enregistrement des armes auparavant en détention libre ;
- création du fichier national des interdits d'armes.



Contrôles renforcés sur les débits de boissons troublant la tranquillité publique

- 47 mesures de sanctions administratives prises à l'encontre des débits de boissons pour troubles à l'ordre public ;
- possibilité ouverte par la LOPPSI 2 de procéder à la fermeture administrative des établissements de vente à emporter de boissons alcoolisées ;
- depuis le 1^{er} décembre 2011, obligation pour les débits de boissons ouverts entre 2 heures et 7 heures, de mettre à disposition de la clientèle des éthylo-tests.



Évacuation des campements illicites troublant l'ordre public

- 12 squats évacués en 2011 ;
- 42 arrêtés de mise en demeure de quitter les lieux à l'encontre de stationnements sauvages de gens du voyage en dehors des aires prévues à cet effet.



Sécurisation des match de l'ETG-FC et surveillance des auteurs de troubles

- organisation, sous la tutelle du préfet, d'une réunion de sécurisation préalable à chaque match de l'ETG-FC avec l'ensemble des acteurs concernés, voire deux réunions préparatoires pour les matchs à risque, ce qui a permis d'éviter jusqu'à présent tout incident majeur lors des 11 rencontres qui ont lieu depuis août 2011 ;
- mise à disposition pour certains matchs, classés à risque, de forces mobiles en sécurisation et maintien de l'ordre ;
- 19 procédures d'interdictions de stade engagées.



Développement de la vidéo-protection

- outil de prévention situationnelle, la vidéo-protection est aujourd'hui devenu un réflexe pour les enquêteurs afin d'élucider les affaires ;
- 319 arrêtés d'autorisation délivrés en 2011 pour un total de 1 312 caméras, soit une activité en hausse de plus de 500% par rapport à 2006 ;
- un parc départemental de caméras porté à environ 7 500 caméras ;
- dont 1 100 caméras visionnant la voie publique, mises en œuvre sous la responsabilité des maires, et pour certaines financées à hauteur de 1 352 985 euros par le Fonds interministériel de prévention de la délinquance depuis 2007 ;
- une intimité des personnes et une vie privée respectée grâce au contrôle de la commission de vidéo-protection.

Quelques belles affaires



Violences crapuleuses

■ avril 2011 : vol avec violences commis au domicile d'une personne âgée aux Houches (victime ligotée sur une chaise). Après investigations, interpellation de 4 personnes, immédiatement écrouées.

Atteintes aux biens / cambriolages

■ fin 2010- début 2011 : Démantèlement d'une bande organisée de 7 ressortissants roumains, spécialisés dans les vols de métaux (cuivre), commis principalement dans les entrepôts mais aussi sur les lignes SNCF, sur le secteur d'Annemasse. Placés en détention, ils ont dérobé 23 tonnes de métaux pour un préjudice de 300 000 €.

■ février 2011 : 4 cambriolages commis à Chamonix par des malfaiteurs venant de la banlieue lyonnaise. Après avoir forcé le barrage gendarmerie mis en place, trois des auteurs ont été interpellés en flagrant délit dont un a été écroué.

■ mars 2011 : Une collaboration des brigades de recherches d'Annecy et Albertville oriente les enquêteurs vers une équipe de six malfaiteurs albanais sans domicile fixe qui utilisent plusieurs identités. Les recherches les impliquent sur près de 70 cambriolages. Quatre mis en cause sont interpellés puis incarcérés à la demande du juge. Les perquisitions conduisent à la saisie de 17 000 euros, de bijoux, d'objets provenant de cambriolages, de faux documents, de munitions et de stupéfiants. Les deux autres ont rejoint l'Albanie et font l'objet de mandat d'arrêt.

■ juillet 2011 : après investigations, interpellation de 9 ressortissants étrangers dans un squat sur Cran-Gevrier, impliqués dans une cinquantaine de vols et cambriolages au préjudice d'entreprises, de particuliers et des vols de métaux. Tous ont été mis en examen et écroués.

■ décembre 2011 : Interpellations dans la région lyonnaise des 8 personnes impliquées directement et indirectement dans la commission d'un vol avec effraction d'un DAB en bande organisée, à Saint-Jean-d'Aulps le 9 avril 2011. 3 personnes incarcérées et 6 mises en examen.

Quelques belle affaires



Atteintes aux biens :

■ mars 2011 : affaire dite des « Géorgiens » : à l'issue de nombreuses investigations et d'une filature difficile, interpellation de trois ressortissants géorgiens à Évian-les-Bains, impliqués dans une série de cambriolages. Rapidement, d'autres personnes sont identifiées. Près de 60 cambriolages et 8 vols à l'étalage sont élucidés et les cinq auteurs principaux incarcérés.

Trafic de stupéfiants

■ fin 2010-début 2011 : Après audition de 70 personnes, le commissariat d'Annecy mettait à jour dans le milieu de la nuit annécienne un commerce portant sur la revente de 7 kilos de cocaïne, 60 kilos de résine de cannabis, un de MDMA (drogue de synthèse) et plusieurs milliers de doses de Méphédrone. Six personnes étaient présentées à la justice (trafiquants, importateurs, usagers-revendeurs) et incarcérées.

■ février-mars 2011 : démantèlement d'un réseau local de stupéfiants sur l'agglomération d'Annemasse, avec l'appui du groupe d'intervention régional (GIR) Rhône-Alpes, ayant permis l'interpellation de 22 personnes, dont 5 écrouées et 15 placés sous contrôle judiciaire.

■ septembre 2011 : A la suite de la découverte sans vie d'un jeune toxicomane domicilié à Annecy, de longues investigations ont permis d'identifier et d'interpeller le revendeur de toute une gamme des produits illicites (en se fournissant notamment à Genève), ayant écoulé en deux ans un kilo d'héroïne et plusieurs kilos de cannabis. Il était incarcéré à l'issue de sa garde à vue.

Violences crapuleuses

■ mars 2011 : Interpellation des auteurs de violences à la hache contre un véhicule à l'intérieur duquel se trouvaient trois jeunes gens à la sortie d'une boîte de nuit, également auteurs d'agression contre une adjointe de sécurité du commissariat d'Annemasse, à l'issue d'une coopération rapide police - gendarmerie. Ils ont été condamnés le 18 avril 2011.

Trafic de stupéfiants

■ printemps-été 2011 : Une enquête conjointe Gendarmerie et commissariat de police de Thonon-les-Bains pour infractions à la législation sur les stupéfiants (trafic, cession, transport, consommation), a permis l'arrestation de 20 personnes impliquées.

Le bilan provisoire sécurité routière en Haute-Savoie en 2011

Bilan provisoire de l'accidentalité en Haute-Savoie en 2011

	2011	2010	%	moyenne 2006-2010
accidents corporels	411	471	-13 %	569
tués	43	39	+10 %	57
blessés hospitalisés - BH	366	388	-6 %	466
blessés non hospitalisés - BNH	189	277	-32 %	311
gravité (tués/100 accidents)	10,5	8,3	+2 %	10

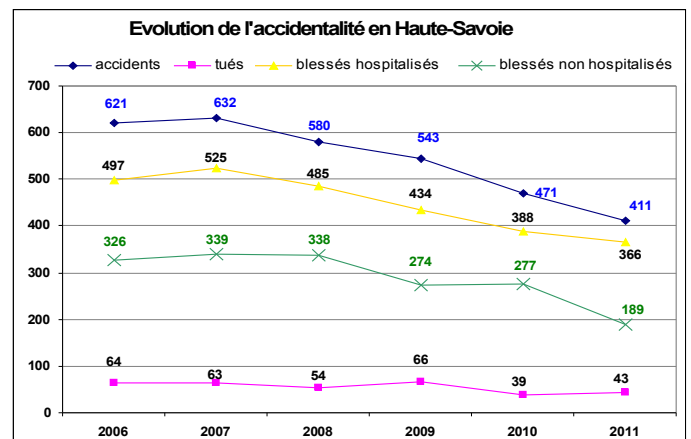
Le bilan provisoire de l'année 2011 est le suivant : 411 accidents, 43 tués et 555 blessés.

En 2011, la mortalité est en hausse de 4 tués par rapport à 2010. Le nombre d'accidents et de blessés diminue respectivement de 13 % et 20 %.

Au niveau national, 22 vies ont été épargnées (-0,6% de tués) tandis que le nombre d'accidents et de blessés diminue de 3% et 4%.

Les évolutions marquantes en 2011 par rapport à 2010 sont les suivantes :

- Une augmentation du nombre d'automobilistes tués : 23 tués contre 16 en 2010.
- Une diminution du nombre de piétons tués : 3 tués contre 7 en 2010.
- Une augmentation sensible des accidents et des tués dus à l'alcool : 80 accidents, 21 tués en 2011 (soit 50%), 65 accidents, 12 tués en 2010.
- Une hausse du nombre de tués de nuit : 20 tués en 2011, 11 tués en 2010.
- Une augmentation du nombre de tués le week-end : 22 tués en 2011, 9 tués en 2010.



Répartition des tués par type de véhicule

	VL	PL	moto	cyclo	vélo	piéton	autre
%	62 %	2 %	13 %	8 %	4 %	9 %	1 %

Le nombre d'automobilistes, cyclistes et piétons impliqués diminue d'environ 15 % par rapport à 2010. En revanche, cette diminution est moindre pour les motards impliqués (99 soit -6 %) tandis que les cyclomotoristes impliqués augmentent (64 soit +3 %).

Les chiffres clés de la sécurité en Haute-Savoie en 2011

Répartition des tués par type de véhicule

Plus d'automobilistes tués, moins de piétons tués

	VL	PL	moto	cyclo	vélo	piéton	autre
Tués	16	0	8	2	1	2	0

La hausse de la mortalité concerne principalement les automobilistes (23 tués contre 16 en 2010). Cette augmentation est à relativiser par rapport au nombre moyen d'automobilistes tués entre 2006 et 2010 (32 tués).

Les victimes des autres catégories d'usagers sont quasiment identiques (même nombre de deux-roues motorisés tués (14)) voire en baisse pour les piétons (3 tués contre 7 en 2010).

Les deux-roues motorisés constituent un enjeu fort de la sécurité routière car ils représentent 1/3 des tués pour un trafic estimé à un peu plus de 1 % du trafic total.

L'âge des victimes et des responsables.

L'augmentation des tués en 2011 affecte toutes les tranches d'âge sauf les 65 ans et plus (3 tués) qui sont moins touchés qu'en 2010 (7 tués). 8 tués sont âgés de 18 à 24 ans.

Les jeunes de 18-24 ans sont responsables de 22% des accidents et de 10 tués (23 %). Comparée à 2010, la responsabilité des 18-24 ans a baissé (-24 accidents) mais ils sont responsables du même nombre de tués.

Ils sont aussi les principaux responsables des accidents en VL et motos. Les 16-17 ans sont responsables de la majorité des accidents en cyclomoteurs.

L'alcool : La moitié des accidents mortels en présence d'alcool

L'alcool est la première cause des accidents mortels.

80 accidents et 21 tués sont dus à une conduite sous l'emprise d'un état alcoolique soit 19,5 % des accidents et près de 50% des tués. Ces taux augmentent sensiblement par rapport à 2010 (14 % des accidents, 31 % des tués).

78 % des accidents avec alcool ont lieu durant le week-end (30 % des tués) et 66 % la nuit (30 % des tués).

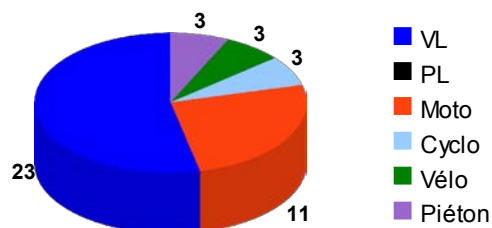
Les présumés responsables sont dans ¾ des cas des conducteurs de VL. Les responsabilités sont principalement partagées entre les tranches d'âge 18-24 et 25-39 ans.

Les contrôles en 2011

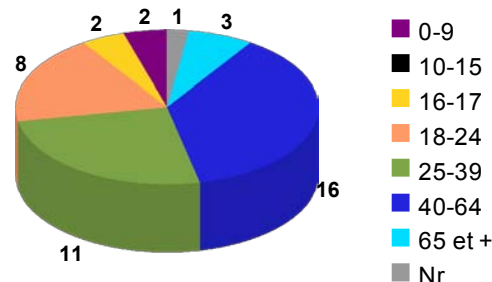
Les forces de l'ordre ont effectué environ 117 000 dépistages de l'alcoolémie, près de 4 000 se sont révélés positifs (3,3 %). Ce taux est comparable à 2010 (3,2 %). Les rétentions du permis de conduire sont en hausse de 19 % par rapport à 2010 (alcool : 1797 (+13,5 %), vitesse : 529 (+34 %), stupéfiants : 91 (+49 %)).

356 320 infractions à la vitesse ont été recensées par les dispositifs fixes et mobiles (radars fixes : 88 %, radars mobiles : 12 %) soit une augmentation de 223 % par rapport à 2010. Cette hausse est due principalement à la mise en service d'un nouvel équipement à la douane de Bardonnex.

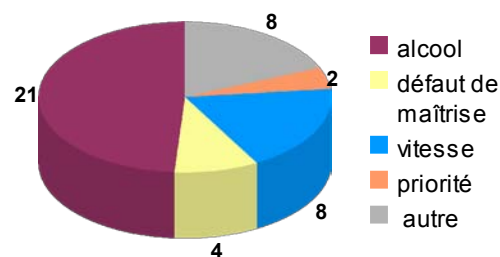
Tués par type de véhicule



Répartition des tués par tranche d'âge



Répartition des tués selon les causes



Les chiffres clés de la sécurité en Haute-Savoie en 2011

Localisation des accidents

Répartition selon la gravité

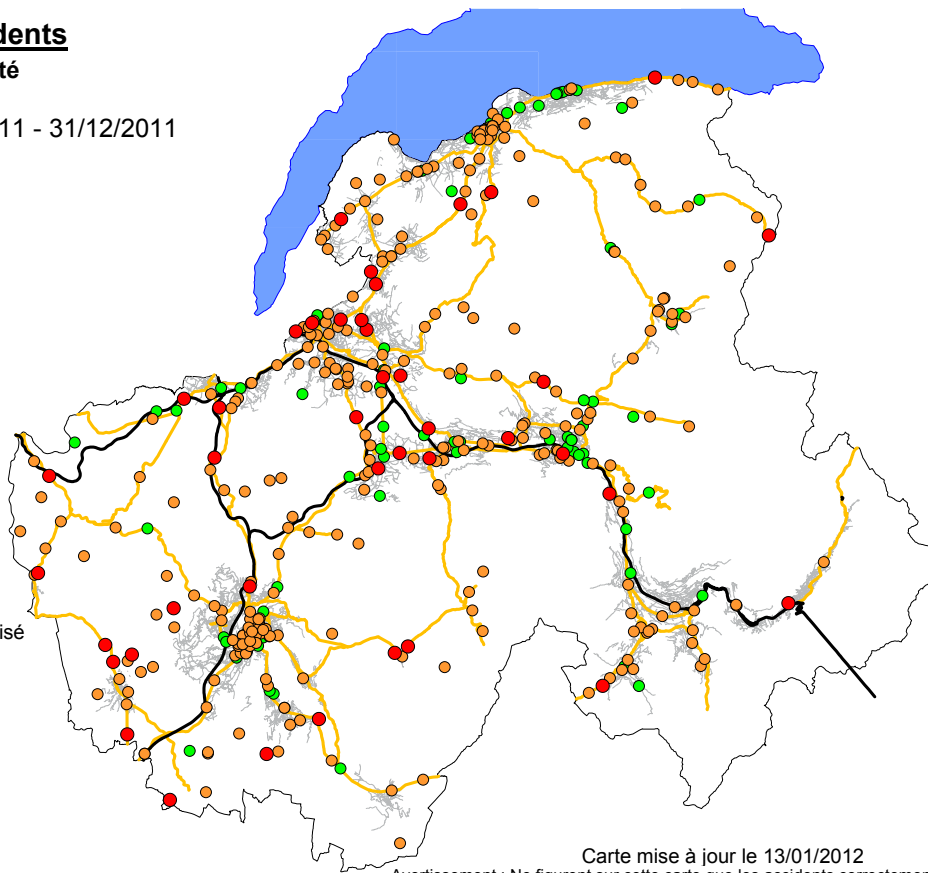
Période d'étude : 01/01/2011 - 31/12/2011

Légende :

Accidents mortels

Accidents avec au moins un blessé hospitalisé

Accidents sans blessé hospitalisé



Document DDT74/SSI/CSC

Carte mise à jour le 13/01/2012

Avertissement : Ne figurent sur cette carte que les accidents correctement localisés

Localisation des accidents mortels

Répartition par types d'usagers

Période d'étude : 01/01/2011 - 31/12/2011

Légende :



Accidents VL



Accidents PL



Accidents motos



Accidents cyclos

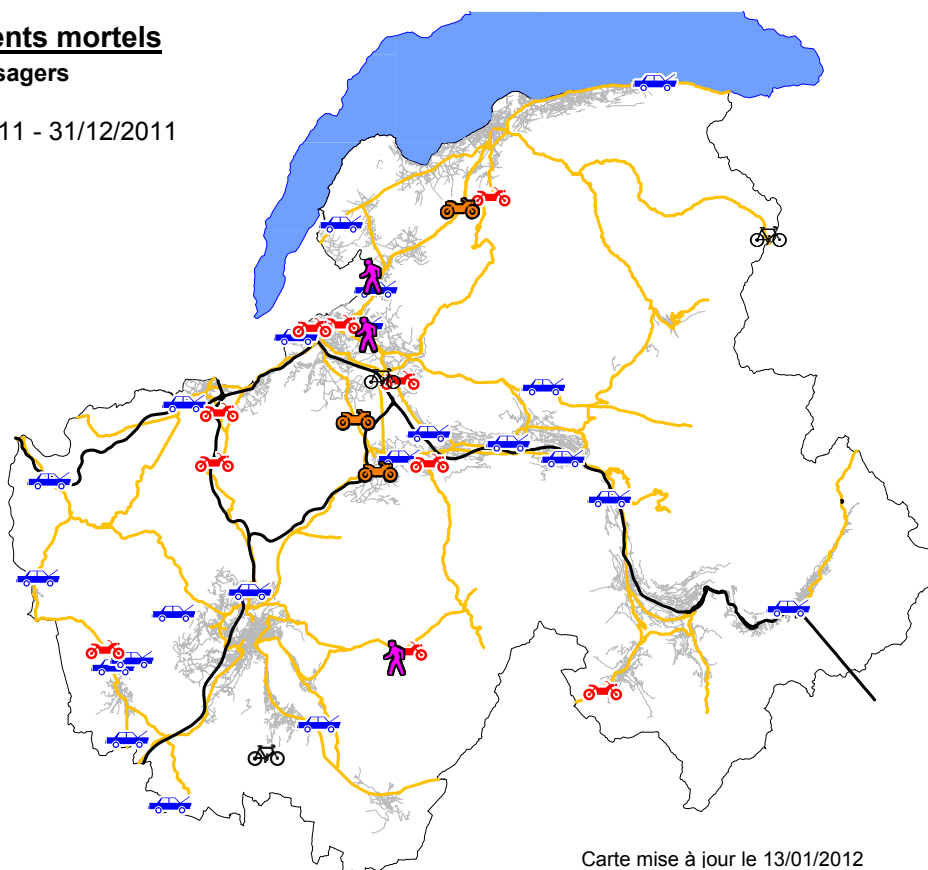


Accidents vélos



Accidents piétons

42 accidents mortels : 43 tués



Document DDT74/SSI/CSC

Carte mise à jour le 13/01/2012

Avertissement : Ne figurent sur cette carte que les accidents correctement localisés

Les chiffres clés de la sécurité en Haute-Savoie en 2011

Les mesures réglementaires en matière de sécurité routière en 2012

Le Comité interministériel de la sécurité routière du 11 mai 2011 a défini les principales mesures suivantes dont certaines ont été reprises pour application dans le décret paru le 4 janvier 2012 au Journal officiel :

■ Dissuader les excès de vitesse :

Interdire tous les avertisseurs de radars à compter du 5 janvier 2012 :

Un protocole a été signé avec l'Association française des fournisseurs et utilisateurs de technologies d'aide à la conduite (AFFTAC) dont les membres se sont engagés à ne plus indiquer la localisation des contrôles routiers mais les zones à l'intérieur desquelles le conducteur doit faire preuve d'une vigilance accrue.

Les sanctions : 1500 euros d'amende, retrait de 6 points sur le permis de conduire.

Supprimer l'annonce des radars :

L'annonce des radars va être progressivement supprimée au profit de l'implantation de radars pédagogiques en amont des radars existants ou à venir. Parallèlement, ce même dispositif sera implanté dans certaines zones de vigilance accrue.

■ Lutter contre l'alcoolémie et les stupéfiants sur la route :

Développer l'usage de l'éthylotest anti-démarrage :

Cette peine peut être prononcée à l'occasion d'une condamnation pour délit de conduite en état alcoolique ainsi que pour les délits d'homicide ou blessures involontaires par un conducteur sous l'empire d'un état alcoolique. Afin de réduire le risque de récurrence, la loi du 14 mars 2011 a créé une peine complémentaire d'interdiction de conduire un véhicule non équipé d'un dispositif homologué d'antidémarrage par éthylotest électronique.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} décembre 2011 les établissements de nuit sont équipés d'éthylotests permettant aux clients de contrôler leur alcoolémie. Cette mesure doit permettre d'alerter (ou de rassurer) ceux qui s'apprêtent à reprendre la route.

■ Sécuriser l'usage du deux-roues motorisé : ***Augmenter la taille des plaques d'immatriculation des deux-roues motorisés et renforcer les sanctions :***

L'efficacité des contrôles automatisés qui luttent contre les excès de vitesse est conditionnée par la lecture correcte des plaques, ce qui n'est pas toujours le cas actuellement. Au 1^{er} janvier 2012, des plaques d'immatriculation 180x200 mm équiperont obligatoirement les deux-roues motorisés. Ce dispositif est applicable pour les nouvelles immatriculations ou les changements de plaques. Les sanctions : 135 euros d'amende au lieu de 68 euros.

Améliorer la visibilité des motards :

A partir du 1^{er} janvier 2013, le port visible d'un équipement rétro-réfléchissant de 150 cm² en une ou plusieurs parties hors du casque pour les conducteurs et passagers d'une moto de plus de 125 cm³ sera obligatoire. Les sanctions : 68 euros d'amende, -2 points sur le permis de conduire.

■ Renforcer la vigilance au volant et combattre tous les facteurs qui réduisent l'attention portée à la conduite :

Durcissement des sanctions contre l'usage d'un téléphone ou d'un appareil à écran en conduisant :

Téléphoner au volant multiplie par trois le risque d'accident. Près de la moitié des conducteurs utilisent un téléphone en conduisant et de plus en plus envoient des SMS ou consultent des écrans à bord de leur véhicule. Les sanctions : téléphone en main : contravention de 135 euros (au lieu de 35 euros) et -3 points sur le permis de conduire (au lieu de 2 points).

Appareil à écran hors aide à la conduite : 1 500 euros maximum, - 3 points sur le permis de conduire.

La sécurisation renforcée des chantiers routiers et de la bande d'arrêt d'urgence :

Une autre mesure a été prise pour sécuriser les abords d'un chantier et les bandes d'arrêt d'urgence.

Les chiffres clés de la sécurité en Haute-Savoie en 2011

Contrôles automatiques de vitesse et feux rouges : répartition des infractions par nature en 2011

RADARS VITESSE											
N° ET	Site	Type	Mise en service	< 20 Km/h	Entre 20 et 30 Km/h	Entre 30 et 40 Km/h	Entre 40 et 50 Km/h	> 50 Km/h	Total 2011	Total 2010	Variation 2011/ 2010
183	ET 183 - POISY	Fixe	21/04/05	1164	148	100	66	96	1574	1536	2,5%
185	ET 185 - COPPONEX	Fixe	24/02/05	7024	294	117	63	62	7560	6519	16,0%
4609	ET 4609 - ETREMBIERES	Fixe	29/12/08	4444	33	2	1	0	4480	5840	-23,3%
4634	ET 4634 - ETREMBIERES	Fixe	29/12/08	6073	66	11	3	0	6153	10662	-42,3%
654	ET 654 - ALLINGES	Fixe	25/05/05	2489	124	39	22	7	2681	3328	-19,4%
6637	ET 6637 - VANZY	Fixe	20/02/07	631	26	2	2	0	661	701	-5,7%
6743	ET 6743 - ST CERGUES	Fixe	30/03/07	7848	414	154	89	96	8601	5885	46,2%
7078	ET 7078 - ETAUX	Fixe	07/03/08	1887	207	106	61	102	2363	2434	-2,9%
7080	ET 7080 - FAVERGES	Fixe	26/11/07	1858	232	104	50	19	2263	2144	5,6%
7392	ET 7392 - FILLINGES	Fixe	21/01/08	945	93	37	30	30	1135	1005	12,9%
7393	ET 7393 - REIGNIER	Fixe	25/01/08	244	23	7	4	6	284	179	58,7%
756	ET 756 - LES HOUCHES	Fixe	21/11/05	44319	2332	407	116	49	47223	55912	-15,5%
757	ET 757 - SCIEZ	Fixe	21/01/06	682	57	13	6	1	759	649	16,9%
759	ET 759 - BOSSEY	Fixe	12/07/05	17755	847	187	93	73	18955	15516	22,2%
760	ET 760 - PRINGY	Fixe	09/04/05	2197	67	27	7	1	2299	1493	54,0%
7079	ET 7079 - BONNEVILLE	Fixe	12/01/10	322	12	2	2	1	339	531	-36,2%
8506	ET 8506 - ALBY SUR CHERAN	Fixe	01/05/10	531	22	4	4	4	565	381	48,3%
8505	ET8505 - CHENS SUR LEMAN	Fixe	01/05/10	2616	104	25	12	19	2776	1958	41,8%
8634	ET8634 - COPPONEX	Fixe	23/09/10	34499	1424	270	77	52	36322	5170	602,6%
8504	ET8504 - PRESILLY	Fixe	23/09/10	10365	239	50	26	8	10688	3233	230,6%
8854	ET8854- SAINT JULIEN EN GENEVOIS	Fixe	14/02/11	149759	5273	488	54	8	155582	-	NS
SOUS TOTAL RADAR FIXE				297652	12037	2152	788	634	313263	125076	150,5%
1535	ET 1535 - PA ANNECY	Mobile	06/10/04	1881	90	18	4	4	1997	5973	-66,6%
1645	ET 1645 - BMO ANNECY	Mobile	23/05/05	2412	118	29	8	2	2569	6270	-59,0%
7735	ET 7735 - CSP THONON LES BAINS	Mobile	08/06/07	7026	209	50	8	7	7300	12844	-43,2%
8045	ET 8045 - BMO ANNEMASSE	Mobile	22/05/07	3204	195	30	15	11	3455	3227	7,1%
8046	ET 8046 - PA BONNEVILLE	Mobile	07/06/07	6047	398	89	16	5	6555	3010	117,8%
8047	ET 8047 - PA LE FAYET	Mobile	02/06/07	5181	281	63	17	5	5547	1499	270,0%
8112	ET8112- ELOISE	Mobile	30/10/07	4793	217	47	16	7	5080	-	NS
8218	ET 8218 - BMO SALLANCHES	Mobile	21/07/08	889	18	3	1	0	911	1062	-14,2%
8219	ET 8219 - BMO THONON LES BAINS	Mobile	26/07/08	1160	65	19	2	6	1252	949	31,9%
8317	ET8317- METZ TESSY	Mobile		7992	308	64	19	8	8391	-	NS
SOUS TOTAL RADAR MOBILE				40585	1899	412	106	55	43057	34834	23,6%
Total pour l'année 2011				338237	13936	2564	894	689	356320	159910	122,8%
				94,9%	3,9%	0,7%	0,3%	0,2%			

RADARS FEUX ROUGES				
N°ET	Site	Type	Mise en service	Total
274001	ANNECY - ROCADE/STADE	Feux	02/07/2010	2754
274002	ANNEMASSE - DE GAULLE/CHARCOT	Feux	02/07/2010	3782
274003	ANNEMASSE - VALLEES / GLIERES	Feux	02/07/2010	2651
274004	MASSONGY - RD1005 / RD225	Feux	02/07/2010	5404
274006	THONON - FERRY / VIEUX	Feux	22/09/2010	625
274010	ANNEMASSE - BONNEVILLE/ANNEXION	Feux	06/07/2011	945
274011	THONON- CORNICHE/PARC	Feux	06/07/2011	548
TOTAL RADARS A FEUX				16709

